

Le numérique dans les bibliothèques africaines pour la jeunesse : enquête

27 novembre 2015

ven 27/11/2015 - 14:42

Par **Viviana Quiñones**

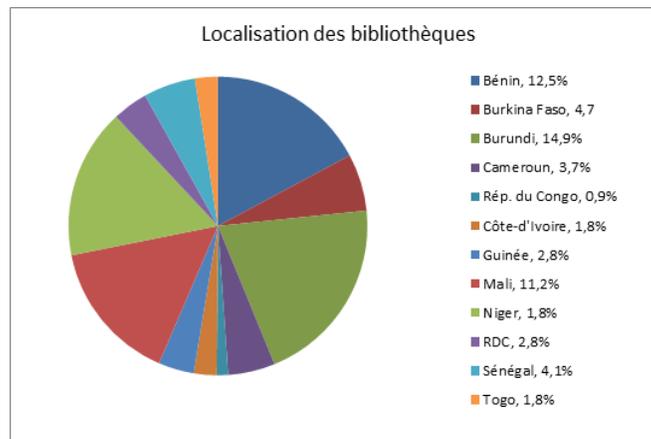
En complément indispensable à notre dossier « [Culture numérique : la bibliothèque enrichie](#) », nous avons réalisé une enquête – par le biais d'un [questionnaire](#) à remplir en ligne - pour mieux savoir où les bibliothèques des pays d'Afrique francophone en sont par rapport au numérique : les projets, les ressources, les animations... - la même enquête a été réalisée auprès de [bibliothèques du Monde arabe](#).

En voici les résultats détaillés, suivis de conclusions. Nous remercions chaleureusement les collègues qui ont pris le temps de répondre, très souvent sur leur temps personnel, nous le pensons, car un bon nombre d'entre eux ne disposent pas d'ordinateurs connectés à Internet sur leur lieu de travail.

Le profil des bibliothèques

Nous avons reçu **53 réponses concernant 106 bibliothèques** - car certaines personnes ont répondu au nom de plusieurs bibliothèques - dans 12 pays.

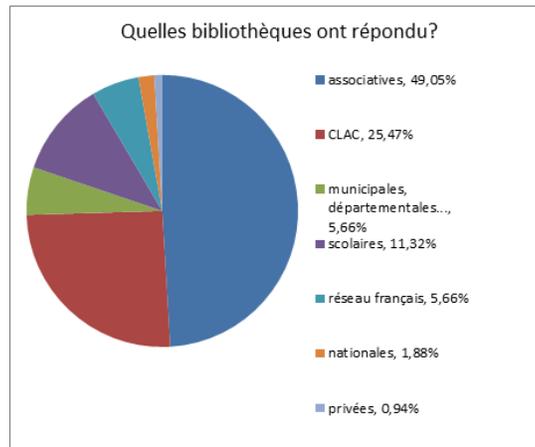
Nous les présentons par pays en fin d'article, dans « Pour en savoir plus », indiquant le type d'établissement, le nombre de livres (papier) pour la jeunesse dont elles disposent et le nom de la personne ayant répondu¹, tout en ajoutant en complément quelques brèves informations sur le paysage des bibliothèques jeunesse dans le pays.



Les réponses représentent des bibliothèques de toutes tailles (-500 livres papier : 10,40%, 500-1000 : 22,60%, 1000-2000 : 8,50% et +2000 : 58,50%) et de tous types :

- associatives² : 49,05%,

- scolaires du primaire et du secondaire et universitaires :11,32 %,
- des CLAC (Centres de lecture et d'animation culturelle, soutenus par l'Organisation Internationale de la Francophonie) : 25,47% et des bibliothèques municipales et départementales : 5,66% - soit 31,13% de bibliothèques « publiques »,
- des médiathèques du réseau français à l'étranger (Instituts français) : 5,66%,
- des sections jeunesse des bibliothèques nationales :1,88 %,
- une médiathèque « privée »0,94%.



On constate que **presque la moitié des réponses proviennent de bibliothèques associatives, et un taux de participation assez bas de la part d'établissements sous tutelle municipale et départementale et donc, plus largement, nationale**, que nous avons pourtant sollicités. La raison en pourrait être que leurs responsables ont estimé que, le numérique étant absent de leur bibliothèque, il était préférable de ne pas répondre - en tout cas, la responsable d'une bibliothèque associative avec qui nous avons eu l'occasion de discuter au moment de l'enquête a affirmé qu'elle ne répondrait pas, pour cette raison. Une autre cause serait que les responsables de bibliothèques des zones rurales n'ont pas accès à des ordinateurs connectés à Internet, nécessaires pour répondre. Ainsi, Fatogoma Diakité, responsable du réseau CLAC du Mali, a compilé les réponses données oralement par les animateurs des CLAC, qui n'auraient pas pu les fournir autrement – à signaler, seulement quatre des onze animateurs ont une adresse email.

À noter également, la réponse groupée pour les réseaux CLAC du Burundi et du Mali et pour le Réseau Lire en Afrique du Sénégal, avec un « intermédiaire » donc pour le contact passant par le numérique. Par ailleurs, la notion de « médiathèque privée » que nous n'avions pas prévue est apparue avec la « Bluezone » de Conakry³.

Enfin, remarquons qu'ont répondu trois établissements pour jeunes adultes (lycéens et étudiants du tertiaire) disposant d'ordinateurs reliés à Internet.

Les équipements numériques des bibliothèques

Voyons d'abord les équipements numériques dont les bibliothèques disposent. **35 disposent d'ordinateurs pour le public, soit 33%** (ce pourcentage descend à 25% si l'on ne compte pas les Instituts français et les Centres de documentation pour jeunes adultes). 4 autres précisent qu'elles en ont mais pour les bibliothécaires seulement. L'Alliance française de Garoua (Cameroun) ajoute que la bibliothèque est informatisée mais que les usagers n'ont pas accès à l'OPAC (catalogue informatisé) ; en revanche à la BN de Côte-d'Ivoire, le public a accès aux ordinateurs seulement pour l'OPAC.

Ces équipements sont-ils **suffisants** ? Au Burundi, où 6 CLAC pilotes disposent d'ordinateurs, le responsable signale qu'ils aimeraient que tous les CLAC en possèdent, et « en quantité suffisante » : les 2 ordinateurs par centre ne semblent pas suffire, il en faudrait « au moins 5 ».

La question se pose de **l'énergie électrique**: si Kindia (Guinée) signale qu'ils ont un système solaire de production d'énergie, Kikwit (RDC) informe que il n'y a pas de courant aux moments d'ouverture de la bibliothèque enfants ; en revanche, ils allument un groupe électrogène pour que les adultes puissent utiliser les ordinateurs (quelques-uns apportent les leurs) et faire des recherches sur Internet : « et voilà tout ce que la

science informatique a à voir avec nous. Sans électricité continue nous ne pouvons envisager autre chose [...] nous sommes très loin de tout ce que vous proposez [dans le questionnaire]. Mais, qui sait... on parle ici d'une centrale hydroélectrique qui est en train de se faire pas loin et quand cela arrivera nous aurons le courant 24 heures sur 24, et nous pourrons nous mettre au pas. ».

Le règlement de la facture d'électricité peut aussi être problématique : « Pour les 40 bibliothèques [du réseau Lire en Afrique] installées dans les régions hors Dakar, les bibliothèques ont un fond documentaire récent et complété chaque année de 2000 à 3000 livres chacune, jusqu'à 4000 pour les plus anciennes. Aucune ne dispose d'ordinateur, ni d'internet. Pour certaines la question est plutôt l'électrification du local pour pouvoir ouvrir en fin de journée et subséquemment le paiement de la facture d'électricité. Pour toutes ces bibliothèques, il n'y a ni budget de fonctionnement ni budget d'investissement. Tout leur est apporté par Lire en Afrique, y compris les registres et les stylos. Leur gestion est bénévole. Les communes apportent quelquefois les locaux qu'elles mettent à disposition mais ces communes n'accordent aucune subvention ni paiement de salaires (communes qui vont de 5000 à 30 000 habitants). »

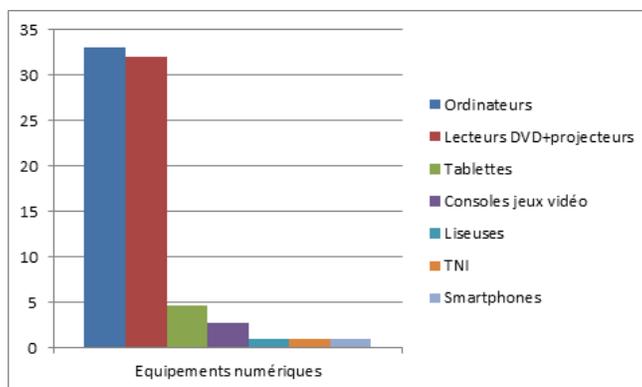
La question de l'**âge du matériel** se pose également; ainsi, le STEJ de Lomé signale que « notre matériel est vétuste et ne répond plus aux attentes du public » et le Centre de l'UEMOA (Burkina) remarque que leur matériel date de 2007 et qu'ils n'ont pas encore de financement pour le renouvellement.

Comme complément d'information sur le Sénégal, Lire en Afrique informe que ni les 16 bibliothèques municipales de Dakar et ses villes proches ni les Centres culturels régionaux ne proposent d'ordinateurs au public mais qu'en revanche, dans 4 des centres de Dakar, « **une salle est réservée à l'informatique** avec des ordinateurs en réseau reliés à une plateforme pilotée par un formateur. Ces équipements non négligeables, une vingtaine de postes à chaque fois, sont installés et gérés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Il s'agit de formations payantes ouvertes à tous.» De même, « les établissements scolaires du secondaires s'équipent de plus en plus de salles d'informatique, mais elle est en général séparée de la bibliothèque et fonctionne avec un professeur ». De même, Sainte Marie de Hann (Dakar) signale que « l'établissement possède deux salles d'informatique que les enseignants utilisent avec leurs élèves dans le cadre des cours ».

Par ailleurs, Lire en Afrique signale aussi que dans deux Centres culturels régionaux (Ziguinchor et Thiès), « les États-Unis ont installé dans une salle séparée de la bibliothèque, une autre bibliothèque, toute neuve et pimpante avec du matériel à ne plus savoir qu'en faire : ordinateurs, projecteur, grand écran et plein d'électronique, très peu de livres et gestion totalement séparée, avec un prix d'adhésion assez élevé. »

Les bibliothèques sont équipées en **lecteurs de dvd et projecteurs** presque autant qu'en ordinateurs - 34 bibliothèques dont tous les CLAC, soit **32%**.

Beaucoup moins présentes, les **tablettes** - 3 Instituts français, la Bluezone (Conakry) et Des Livres pour tous (Abidjan), soit 4,7%, des **consoles de jeux vidéo** – 2 Instituts français et une bibliothèque au Niger, soit 2,80%, des **liseuses** - l'Institut français de Yaoundé, un **Tableau Numérique Interactif** – TNI, chez Des livres pour tous et enfin, des **Smartphones** à Béréba (Burkina).



Qu'en est-il de la connexion Internet ?

31 établissements proposent une connexion Internet aux lecteurs, soit **29,24%** (ce pourcentage descend à 22,60% sans les Instituts français et les Centres pour jeunes adultes) , les quatre autres disposant d'ordinateurs

les utilisant donc hors connexion L'Institut français du Congo signale que « le débit de l'Internet nous pose des problèmes ».

L'utilisation d'Internet est en règle générale **gratuite pour les adhérents** (plusieurs mentionnent le prix, toujours bas, de l'adhésion annuelle). Si elle est gratuite pour tous au Niger, au Burundi et au Mali (l'adhésion au CLAC étant gratuite), elle est **payante** dans 5 bibliothèques associatives : au CLAC de Yaoundé (l'accès aux ordinateurs sans Internet est néanmoins gratuit), au Centre de documentation de Diofior (Sénégal), à Bougounam (Burkina) où on demande « une petite contribution pour l'électricité et la connexion internet » et au Togo où Trésors nous dit que « notre association ne reçoit pas de subvention et ce sont les recettes de ces services qui aident un peu à l'entretien des équipements et à notre fonctionnement ». L'Alliance française de Garoua, qui n'a pas d'équipement pour les lecteurs, informe que, cependant « elle a un cybercafé géré de manière privée, pour les adhérents et les non adhérents ».

Les projets liés au numérique et leur financement

54% des bibliothèques n'ont pas de projets liés au numérique. Ainsi Lucioles (Yaoundé) a d'autres priorités : « Nous sommes une toute petite bibliothèque, nos priorités, jusqu'ici, étaient l'animation à la lecture, mais aussi et très fort, la lecture avec les jeunes vivant dans la rue, nous circulons, nous n'avons donc pas investi dans le numérique, il faudrait investir dans le temps, les instruments, les encadreurs, sachant que cela n'est pas, pour le moment prioritaire. » L'électricité en continu, comme nous l'avons vu, est un obstacle à Kikwit (RDC) et dans les localités sénégalaises du réseau Lire en Afrique, où, en plus, les moyens pour payer l'électricité font défaut. Pour la coordinatrice de ce réseau, en tout cas, le numérique n'est en rien prioritaire. Sainte-Marie de Hann (Dakar) cite comme obstacle au développement du numérique « la connexion Internet lente et régulièrement absente, sans parler des coupures d'électricité... Pour l'instant, le document 'papier' reste une valeur 'sure' d'information et de travail. [...] Néanmoins, il est clair que les élèves lorsqu'ils ont un travail à faire se dirigent automatiquement vers les ordinateurs plutôt que vers le rayonnage des dictionnaires ou des encyclopédies et qu'ils sont complètement désœuvrés s'ils n'ont pas accès à Wikipédia ! ».

Mais **la plupart des bibliothèques sans projet numérique évoquent comme raison le manque de moyens et de soutien des tutelles.** La Bibliothèque enfantine de la BN du Bénin dit « Mon pays n'est pas en mesure de proposer du numérique à la jeunesse par faute de moyens financiers, mais nous aimerions être soutenus dans de tels projets ». La bibliothèque départementale du Borgou, au Bénin aussi, dit ne pas avoir de budget de fonctionnement ni d'investissement. La bibliothèque municipale du Sénégal dont le responsable souhaite rester anonyme, nous dit : « Pas de projet car pour l'instant notre problème est d'avoir un ou une bibliothécaire. Nous n'avons aucun budget. Nous n'avons pas de liaison internet et pas d'ordinateur. Des projets ? Cela ne dépend pas de nous. À notre connaissance la mairie de Dakar dont nous dépendons n'a pas ce genre de projet, d'ailleurs elle ne nous jamais fourni le moindre livre. »

Signalons enfin que le manque de moyens, bien que dans une moindre mesure, n'est pas l'apanage des établissements publics : la médiathèque franco-guinéenne et le Cours Sainte Marie de Hann à Dakar citent le manque de moyens suffisants comme raison de leur manque de projets.



46% des bibliothèques mentionnent leurs projets récents, en cours ou à venir, ou encore simplement souhaités.

Certaines expriment d'abord **les raisons du souhait de l'intégration du numérique en bibliothèque** : « mettre à disposition des usagers des outils modernes de recherche » (Bougounam), « dans notre réflexion dans le cadre du projet de la bibliothèque, les TIC sont incontournables. Nous constatons que la jeunesse est plus tournée

vers le numérique. Tout évolue à un rythme éclair et nos bibliothèques ne sauraient être en marge »(Des Livres pour tous), « ça facilite l'accès aux découvertes, aux jeux »(Zinder), « ça permet d'être en contact avec le monde extérieur et d'échanger sur différents domaines »(Agadez).

Les projets portent pour beaucoup sur l'**acquisition d'ordinateurs et la connexion Internet**. Ainsi au CAEB de Parakou (Bénin), qui en a fait l'installation cette année grâce aux partenaires de l'association qui équipent les différentes antennes du CAEB, comme la Fondation Vallet. Egalement au village de Bougounam (Burkina), dont la bibliothèque a souhaité « mettre à disposition des usagers des outils modernes de recherche » ; elle est la seule du réseau FAVL à être équipée d'ordinateurs – acquis grâce à un donateur de FAVL (cette bibliothèque cherche des partenaires « pour le renforcement des capacités »). Dans le cas du Niger, c'est l'Ambassade des États-Unis qui a financé les ordinateurs et l'Internet. De même, le Centre de documentation de Diofior (Sénégal) dispose d'ordinateurs et d'internet grâce à un projet financé par un partenaire étranger, la ville de Panazo dans le Limousin, en France, et à Kindia (Guinée), un projet d'espace numérique est en cours, avec un financement local et étranger, par une action de coopération décentralisée des autorités préfectorales et communales avec la ville de Nantes en France à travers l'ONG Guinée 44. C'est le seul cas où un financement public, bien que partiel, est mentionné.

En complément à notre enquête, **Éric Weber, directeur des CLAC**, nous dit : « En 2014 et 2015 tous les équipements audiovisuels analogiques de 165 CLAC ont été remplacés par du matériel numérique professionnel, les 306 CLAC en activité sont dorénavant dotés de matériel de sonorisation et de projection numérique [...]. Chaque centre a par ailleurs accès à TV5Monde grâce à des systèmes de réception satellitaire. Plus d'une centaine de CLAC principalement situés en Côte-d'Ivoire, en RDC, en Haïti au Liban, au Burundi, à Madagascar et au Mali ont été dotés de matériel informatique entre 2010 et 2015. Les ordinateurs portables ont été implémentés avec l'Encyclopaedia Universalis. Cette expérience est très positive et sera poursuivie dans d'autres pays. Par ailleurs, nous étudions la possibilité d'enrichir l'offre de service en installant des bornes WIFI permettant une plus large diffusion des contenus.

Une trentaine de centres (Burundi, Côte-d'Ivoire et Madagascar) ont été dotés en 2015, à titre expérimental, de clés internet (abonnement d'un an), pour la recherche documentaire seulement ; utilisation gratuite. Si l'évaluation de l'utilisation des connexions est probante, il est envisagé de généraliser cette expérience. Enfin, en 2016 et parallèlement à la mise en place de bornes WIFI, des liseuses seront mises à disposition dans des centres pilotes. Cette expérimentation soulève toutefois des problèmes de disponibilité des œuvres ainsi que des problèmes liés aux téléchargements et à la maintenance des outils. »

Certains projets n'ont **pas encore de financement**. Le Réseau béninois Tankpewa de 8 bibliothèques scolaires, qui anime déjà des formations sur la gestion informatisée et le développement du numérique, a des projets d'équipement en outils informatiques et de développement de contenus numériques, avec son partenaire, Arc Tankpewa (Agence pour le Rayonnement Culturel des Communes du Bénin) ; ces bibliothèques manifestent un fort souhait d'être équipées d'ordinateurs, en particulier pour s'en servir pour la recherche documentaire. Le CELPAC de Boromo (Burkina) voudrait informatiser la gestion et acquérir des outils numériques, former les usagers, créer un cyberspace... et se demande comment trouver les financements pour ces projets. Le financement de l'OIF devra permettre d'équiper les 10 CLAC du Burundi et les 9 du Mali qui ne sont pas encore équipés ; le responsable du CEBULAC (Burundi) souhaiterait qu'un cyber soit installé dans son CLAC témoin. L'Alliance française de Garoua aimerait acquérir des tablettes et créer un espace jeux-vidéo ; Des Livres pour tous à Abidjan aimerait trouver des partenariats avec des sociétés informatiques et des particuliers, pour don de matériel...

D'autres projets sont plus **spécifiques**. Au Burkina, le Centre de documentation de l'UEMOA, équipé déjà, souhaite créer un réseau avec les centres de ce type dans d'autres pays africains (le financement, public, n'est pas prévu) et au Mali, la bibliothèque de l'Université de Ségou souhaiterait mettre en ligne ses rapports, mémoires et thèses. L'Alliance française de Garoua (Cameroun) et la Bluezone de Conakry vont proposer la plateforme de l'Institut français [Culturethèque](#).

La bibliothèque FAVL de Béréba (Burkina) vient de mettre en œuvre un projet d'un an « [declub de santé pour jeunes filles](#) » scolarisées de 15 à 19 ans, leur apprenant à se servir de **Smartphones** pour une sensibilisation sur des thèmes de santé, afin de les rendre leaders dans leur communauté » ; ce projet a obtenu le financement d'[EIFL](#).

C'est à cette ONG qui s'est adressée la Bibliothèque de Koungheul (Sénégal) pour voir financé son projet pour **préservé des traditions culturelles par le biais du numérique** et en donner accès. Ce projet de collecte et de mise à disposition, préparé par la bibliothèque en concertation avec différents acteurs locaux, n'a pas été retenu par EIFL et cherche encore un financement. Dans ce même domaine de la préservation et de la diffusion de la

culture orale par la bibliothèque, les CLAC du Mali signalent que « selon les informations reçues du Responsable du Programme CLAC du Bureau Régional de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) à Lomé (Togo), pendant la période 2015-2018, l'OIF va entreprendre la collecte du patrimoine oral qui sera numérisé et déposé dans les réseaux CLAC. Certainement, l'équipement (notamment des ordinateurs) sera fourni aussi aux CLAC qui n'en disposent pas. Cette collection du patrimoine numérisé va compléter les outils pédagogiques à destination du public des CLAC, notamment les enseignants et les élèves et aussi donner l'occasion aux pays africains de faire connaître leur patrimoine ».

Quant au CLAC (indépendant) de Yaoundé, il « a [expérimenté la méthode Khan Academy](#), pendant une année (octobre 2013 - novembre 2014). Près de 300 élèves du CM2 ont bénéficié de cette forme d'**éducation numérique** dont l'objectif était d'améliorer le niveau des élèves en mathématiques, et ce, en leurs proposant des cours et des exercices avec des contenus vidéos ». Ce projet a bénéficié du soutien de Bibliothèques Sans Frontières.

Trois autres bibliothèques souhaitent informatiser le fonds de la bibliothèque, ce qui « permet de gagner du temps dans la recherche ». Le STEJ ajoute que « ce n'est qu'après cela que nous pourrions passer à d'autres projets autour du numérique » ; il souhaite aussi « collecter de vieux ordinateurs ».

Enfin, les deux bibliothèques du Niger disent avoir des projets mais ne précisent pas lesquels ; en tout cas elles souhaitent que les responsables puissent bénéficier de formations et « que *Takam Tikou* organise une rencontre avec des bibliothécaires du monde entier pour échanger et développer les activités de la lecture enfantine autour des nouvelles technologies ».

Signalons que la bibliothèque enfantine de la BN de Côte-d'Ivoire mentionne le projet en cours [Akwaba](#), « bibliothèque numérique réalisée dans le cadre du [Réseau francophone numérique](#), qui met en ligne à disposition du public, depuis 2014, des documents numériques anciens, rares et précieux pour valoriser le patrimoine documentaire ivoirien. Akwaba est en ligne depuis 2014. Les ouvrages de jeunesse ne font pas encore partie du fonds d'Akwaba car nous n'avons pas encore trouvé des ouvrages anciens et libre de droits ».

Enfin, les **médiathèques des Instituts français** ont, quant à elles, bénéficié depuis le début des années 2000 d'importants projets autour du numérique, financés en grande partie par des appels à projets dans le cadre du « Programme d'aide aux médiathèques » de l'Institut à Paris : acquisition d'ordinateurs, de tablettes, de liseuses dans certains cas, de consoles de jeux, de DVD, CD et CDrom, installation de la WiFi. La médiathèque de Brazzaville a le projet d'acquies 4 tablettes ; celle de Yaoundé souhaite créer un espace numérique au sein de la section jeunesse même, car « nous nous sommes rendus compte que le numérique est de plus en plus prisé autant par les étudiants que les plus jeunes et, afin d'une part d'accentuer leur intérêt pour les documents disponibles au sein de la médiathèque et d'autre part susciter plus d'adhésions, nous avons décidé de renforcer les outils numériques mis à leur disposition aussi longtemps que nous le pourrions, et autant que le livre papier. »

Les contenus numériques proposés par les bibliothèques

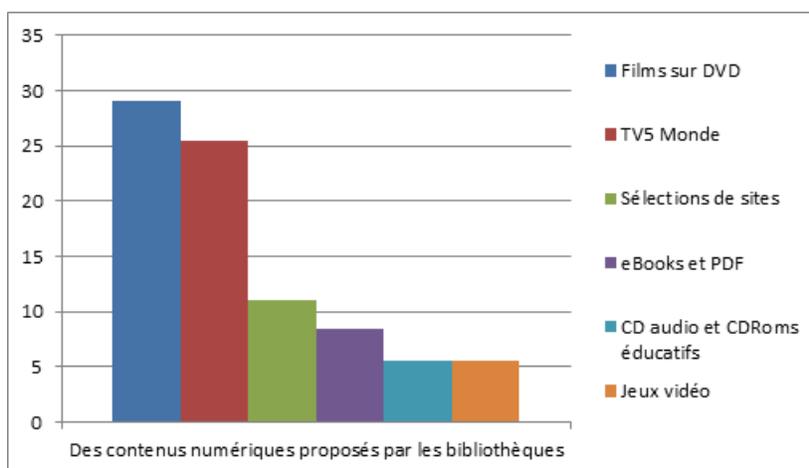
Que proposent les bibliothèques ? Les **films sur DVD** (fiction, documentaires, dessins animés) sont les plus représentés - **29%** en disposent. Suivent les **sélections de sites** – **11%**. Également, des eBooks et des pdf (8,5%), des CD audio et des CDrom de jeux éducatifs (5,6%), des jeux vidéo (5,6%), les 4 Instituts français étant inclus dans ces chiffres. Sont mentionnés aussi les encyclopédies Universalis (dans tous les CLAC dotés d'ordinateurs) et Encarta Jeunesse, les films sur Smartphone et les applications littéraires et scientifiques sur le TNI (tableau numérique interactif). La bibliothèque de Béréba (Burkina) a créé une bibliothèque numérique sur téléphone portable, spécialisée sur des thèmes de santé touchant les adolescentes.

Rappelons que les Instituts français et bientôt l'Alliance française de Garoua et la Bluezone de Conakry, proposent l'accès à la plateforme Culturethèque, avec des eBooks, journaux et films pour la jeunesse dont les droits ont été achetés par l'Institut français à Paris ou bien qui sont libres de droit. Les adhérents peuvent accéder à la plateforme en dehors des locaux de la bibliothèque (sur Culturethèque, voir [l'article publié dans Takam Tikou](#)).

Les CLAC (soit 25,50% des bibliothèques) sont abonnés à TV5 Monde, qu'ils reçoivent par satellite. Dans certains, les animateurs numérisent des livres pour enfants, pour des projections.

Une bibliothèque scolaire de Parakou (Bénin) signale qu'en concertation avec les enseignants ils empruntent à l'Institut français des DVD scientifiques pour des projections aux élèves.

La bibliothèque de Lubumbashi (RDC) recevra bientôt 7000 eBooks, donnés par l'HINARI (OMS) jusqu'en 2020, pour les étudiants en médecine qui fréquentent la bibliothèque, et que Kindia (Guinée) est en train de constituer une bibliothèque numérique « grâce notamment à la participation de Bibliothèques Sans Frontières qui va partager avec nous un certain nombre de ses ouvrages adaptés à nos besoins ».



Comment les contenus ont-ils été choisis ?

Seulement sept réponses à cette question. Pour les centres de documentation spécialisés, le choix s'est fait selon la pertinence du thème par rapport aux missions des centres, et « suivant les avis de lecteurs à travers des fiches de consultation », puis « en utilisant les moteurs de recherche internet et catalogues des librairies ». Bougounam (Burkina) signale que le choix des sites à mettre en valeur s'est fait sur la base des besoins des utilisateurs : écoliers, enseignants et élèves du secondaire. Le CLAC de Yaoundé évoque des sondages auprès des enfants et des adolescents et comme outils, des catalogues, des sites spécialisés, des recommandations des bibliothécaires

Pour la bibliothèque numérique sur Smartphone de Béréba, le choix s'est fait « en fonction des réalités de la population cible dans la localité, en concertation avec les agents de santé et les personnes ressource ». Enfin à Zinder (Niger), la sélection s'est réalisée « avec les membres du Comité d'animation et autres partenaires, en tenant compte du milieu ».

Encore moins de réponses à la question sur les **contenus payants et gratuits**. Les Instituts français proposent des contenus achetés (mais aussi des sélections de sites, gratuits), de même que la bibliothèque de Béréba et celle de Bougounam (Burkina). L'Alliance française de Garoua a reçu des dons de l'Institut français et du Ministère français des affaires étrangères. Lubumbashi dit acheter « même à crédit » et Trésors (Lomé) s'approvisionne « selon les disponibilités sur le marché à coût réduit, et par des dons d'amis à l'étranger ».

Quels contenus à recommander ?

Une douzaine de réponses recommandent des sites - <http://jerevise.net>, <http://orthonet.sdv.fr> et www.alphabet-film.be/fr (IF de Parakou), www.francaisfacile.com, <http://www.ieducatif.fr> « et bien d'autres gratuits » (IF de Yaoundé), Wikipedia ; des encyclopédies – *Encarta Junior*, *Universalis* ; des moteurs de recherche – Google, Bing, Google Scholar ; des vidéos pédagogiques, comme ceux de la Khan Academy ; des applications pour TNI ; des jeux « comme *Planet Nemo* » et le jeu des chiffres et des couleurs ; des dessins animés ; des ressources permettant l'apprentissage des langues ; les CLAC recommandent l'émission télé « C'est pas sorcier »...

Le Burundi répond à cette question non avec des références mais avec des thématiques intéressantes les jeunes : la protection de l'environnement, la santé reproductive, la démocratie et le patriotisme, le leadership et enfin l'amour et la solidarité constructive. De même Eben-Ezer (Burkina) met en valeur le thème du développement durable.

La création de contenus numériques en bibliothèque

En ce qui concerne la création de contenus numériques en bibliothèque, cinq réponses. Zinder (Niger) a mis au point « un guide pour ceux qui ne savent pas utiliser les ordinateurs ». Béréba (Burkina) mentionne le [Centre multimédia de Houndé](#) créé par FAVL qui, par des moyens numériques, publie des livres papier créés localement. Des Livres pour tous (Abidjan) mentionne la création d'histoires à partir de prises de vue (romans photos) et Trésors (Lomé), le souhait de numériser le magazine pour les jeunes créé par la bibliothèque, *Ados Mag'*, « afin de mettre les numéros à disposition de la jeunesse étant donné que nous ne couvrons qu'une infime partie de la population jeune avec la version papier qui demande beaucoup d'investissement pour parcourir le pays pour la distribution ». Vient s'ajouter le projet de la bibliothèque de Koungheul (Sénégal), mentionné plus haut, de création de contenus numériques sur la culture traditionnelle, qui n'a pas trouvé de financement.

Les animations avec le numérique

Les **projections de films** (souvent des dessins animés mais aussi d'autres fictions et des documentaires,) sont les animations les plus répandues : **35 %** en proposent, dont tous les CLAC et les Instituts français, mais aussi Zinder et Agadez (Niger), Kikwit (RDC), l'Alliance française de Garoua (Cameroun) et Diofior (Sénégal). Elles sont souvent suivies de débats et parfois, d'un goûter gratuit (Instituts français, Alliance de Garoua).

La **libre recherche documentaire** a lieu partout où des ordinateurs, connectés ou non, sont disponibles : cela semble être l'utilisation des équipements la plus répandue. Le Burundi précise que pour l'instant, les usagers s'en servent pour des recherches scolaires ou professionnelles et pour une utilisation privée, « mais sous la surveillance des animateurs pour éviter les abus ».

Mais **des animations** sont souvent proposées. Ainsi, à l'Institut français de Cotonou, des ateliers sont organisés autour de CD-ROM ou de jeux sur Internet⁴: deux ateliers chaque semaine -un atelier pour les enfants jusqu'à 16 ans et un autre pour les 17 ans et plus -, en collaboration avec une association locale spécialisée.⁵ Le CLAC de Yaoundé organise des "battles" de jeux vidéo, des lectures de livres numériques, des ateliers de dessin sur ordinateur et de cuisine, via des tutoriels.

Des **animations d'initiation à différents aspects de l'utilisation du numérique** sont les plus mentionnées, par 6 bibliothèques, soit **5,7%**. L'Institut français de Parakou propose un atelier informatique hebdomadaire, avec des jeux : concours « les As du clavier » (initiation au clavier en saisissant le plus rapidement possible un texte), « J'apprends sur Internet » et « Je m'amuse sur Internet », avec des sites sélectionnés. Béréba (Burkina) propose des discussions à travers les réseaux sociaux, l'initiation à la recherche documentaire sur moteurs de recherche, comment faire des photos avec un smartphone, comment publier des articles sur des blogs et sur Facebook... Des Livres pour tous (Abidjan) fait de l'initiation à la connaissance de l'ordinateur, à la saisie de textes, au Tableau Numérique Interactif, à la manipulation de tablettes... tout ceci suivi de tests. Kindia organise, en lien avec les écoles, des formations aux outils de base (Word, Excel, Windows) : « les prix attractifs proposés ainsi que la qualité des formations entraînent des demandes nombreuses permettant au centre de se développer peu à peu et également de devenir autonomes ». La bibliothèque de l'université de Ségou (Mali) propose des formations à la méthodologie de recherche d'information sur internet.

En revanche l'une des bibliothèques équipées en ordinateurs et internet ne s'en sert pas pour des animations car « enfants lecteurs et animateurs pas encore initiés à ce genre de support ».

Sept bibliothèques mentionnent leurs projets d'animation en matière d'initiation à l'outil informatique, au fonctionnement des réseaux sociaux, à la recherche documentaire sur Internet, et l'organisation de séances de jeux en commun.

Au Burundi, ils prévoient de « demander aux utilisateurs qui ont navigué sur Internet plus de 3 fois dans la semaine de partager publiquement ce sur quoi ils ont fait des recherches » et Trésors (Lomé) projette une action sur trois ans autour des TIC, car « nos jeunes [à Lomé, car « ce n'est pas le cas dans les autres régions du Togo] s'intéressent de moins en moins à la lecture et sont plus attirés par ce que les nouvelles technologies offrent. Il nous faut leur proposer des programmes qui épousent leurs aspirations et répondent à leur besoins » - mais pas de financement pour l'instant...

Les outils numériques pour communiquer avec les lecteurs

L'outil le plus utilisé, c'est le sms : 22% des bibliothèques, tant celles disposant d'équipements numériques que celles qui n'en disposent pas – preuve, s'il en fallait, de la présence des téléphones portables presque partout.

Certaines se servent activement de **Facebook** : la [Médiathèque de l'Institut français du Bénin](#), la [bibliothèque de Béréba](#) (Burkina), la [Bibliothèque Nationale de Côte-d'Ivoire](#), où la Bibliothèque enfantine est bien présente, [l'Institut français du Congo](#), où la médiathèque est présente également, [Des Livres pour tous](#) à Abidjan, le [STEJ Togo](#) sont des pages bien actives. D'autres bibliothèques mentionnent une page Facebook mais elles sont inactives ou bien introuvables, ou bien l'organisme (comme l'Institut français, la Bluezone) n'inclut pas les actualités de la médiathèque dans leur page. L'outil Facebook, d'utilisation facile et peu coûteuse, pourrait donc être davantage mis au service de la communication des bibliothèques.

FAVL (Burkina) anime un [site](#), un [blog](#) et une [page Facebook](#) avec des informations et des collaborations des différentes bibliothèques du réseau.

Enfin, sont mentionnées les pages des bibliothèques dans les sites des institutions qui les abritent – c'est le cas des médiathèques des Instituts français, du Centre de documentation IPD (Burkina), de l'Alliance française de Garoua – ce sont des pages statiques avec les informations de base ou bien des photos seulement.

Conclusions

La diversité des bibliothèques et des pays présents dans l'enquête permet d'estimer les résultats **sassez représentatifs de la situation générale**. En tout cas, l'enquête fait état de situations variées dans lesquelles bien d'autres bibliothèques doivent pouvoir se retrouver, tant par rapport au numérique qu'à d'autres aspects de la vie des établissements que les réponses évoquent.

Un petit tiers des bibliothèques disposent d'équipements numériques et d'accès à Internet Remarquons que ceci correspond à la situation au début de 2015. Dans certains cas, nous avons reçu des compléments d'information plus tard : la situation est changeante, en évolution.

Les **financements du numérique semblent être toujours privés** – ONG, fondations – ou proviennent de l'OIF ou d'ambassades, et arrivent presque toujours de l'étranger.

Le **manque de projet numérique dans les bibliothèques dépendant de tutelles publiques** n'est qu'un aspect du manque de projet tout court et de soutien financier des gouvernements africains à la lecture publique. Les Directions du livre, les Centres nationaux de lecture en souffrent, les bibliothèques qui en dépendent aussi. Espérons que l'inclusion de l'accès à l'information parmi les nouveaux objectifs 2030 de l'ONU et la [Déclaration du Cap](#) aideront à l'adoption de politiques nationales en faveur des bibliothèques.

Les réponses des bibliothécaires des établissements publics témoignent aussi d'une conception du rôle de bibliothécaire où l'aspect «fonctionnaire » prédomine, sans laisser trop de place à l'aspect « entrepreneur » à la recherche de partenariats qui semble indispensable au métier aujourd'hui , y compris pour le développement du numérique – ceux qui en disposent ont souvent dû « s'activer » pour l'obtenir...

La moitié des bibliothèques n'ont pas de projets liés au numérique, y compris des bibliothèques associatives. Beaucoup sont découragés par les coûts initiaux, de maintenance et de renouvellement du matériel, par les problèmes d'électricité et de connexion Internet. D'autres ne sont pas encore persuadés de l'intérêt de ces projets. Mais **la plupart des bibliothécaires voient bien l'importance du numérique en bibliothèque**, pour la recherche documentaire surtout, mais aussi pour le désenclavement, pour les loisirs, pour les échanges, pour la préservation de la tradition orale, pour donner accès à des productions locales à un plus grand nombre. Et aussi, dans un autre ordre d'idées, certains comprennent **l'intérêt du numérique comme source de revenus pour la bibliothèque** – en tarifiant l'utilisation d'Internet et les formations en informatique.

À signaler, l'option du Sénégal d'investir dans des équipements en dehors de la bibliothèque et inversement, d'inclure une bibliothèque dans un type d'établissement nouveau, la Bluezone.

La question de la nécessaire **formation des bibliothécaires au numérique** apparaît, et par ailleurs, le besoin d'informatisation des fonds.

Par rapport aux contenus numériques, **les achats au niveau local, comme pour le livre papier, sont rares** Rares également mais déjà présents, les **dons de livres numériques** ; les initiatives du type [Library for all](#) n'ont pas touché les bibliothèques participant à l'enquête, mais des dons de Bibliothèques sans Frontières et des États-Unis sont mentionnés. En tout cas, la connexion Internet permettant les téléchargements fait défaut.

Signalons **la place unique des médiathèques des Instituts français** le plus souvent les plus importantes des pays (il existe une dans chaque capitale, parfois une deuxième dans une autre ville). **L'ampleur et la qualité de**

leur offre dépasse leurs murs, avec la plateforme Culturethèque consultable hors médiathèque de manière individuelle et aussi par le biais d'autres bibliothèques qui la proposent désormais. Elle dépasse les murs aussi par le biais de prêts de documents, ce qui pourrait se développer davantage. Les médiathèques françaises en Afrique ont souvent joué un rôle dans la formation des bibliothécaires des pays, on ne peut que souhaiter que ceci continue au niveau du numérique.

L'OIF, quant à elle, a commencé à jouer **un rôle extrêmement important pour l'accès à la culture numérique dans les bibliothèques africaines**. « L'introduction du numérique est un enjeu majeur pour les CLAC », nous dit leur directeur, Éric Weber. Espérons que les partenariats de l'OIF avec les États les incitent à investir, les États aussi, dans le numérique en bibliothèque.

Et pour finir, deux témoignages...

« C'est très important pour les jeunes d'utiliser les TIC pour développer leur expertise dans tous les domaines. Les bibliothèques doivent diversifier leur offre tout en préservant aussi le fondement qu'est l'accès aux livres », Diafara Sadikhou Fofana, Kougheul, Sénégal.

« Le livre vivra toujours, mais il est nécessaire aujourd'hui d'utiliser les autres outils prisés par le public pour maintenir ou sinon susciter cet amour du livre qui a fait de nous des personnes intéressées par le métier de bibliothécaire », Édith Noga, Yaoundé, Cameroun.

Pour aller plus loin

Nous indiquons par pays le **type d'établissement**, le **nombre de livres (papier)** pour la jeunesse dont elles disposent (-500, 500-1000, 1000-2000, +2000) et le **nom de la personne ayant répondu** (sauf quand elle ne le souhaite pas), tout en ajoutant en complément **quelques brèves informations sur le paysage des bibliothèques jeunesse dans le pays**.

Pour le **Bénin**, nous avons reçu les réponses de **13 bibliothèques** : la Bibliothèque enfantine de la Bibliothèque Nationale à Porto Novo (+2000, Francis Zogo), la Médiathèque de l'Institut français à Cotonou (+2000, Léon S. Djogbénu et une collègue) et plusieurs bibliothèques de Parakou, capitale du département du Borgou dans le centre-est du pays : la Bibliothèque Départementale du Borgou (+2000, Orou Yari Sourokou), la Médiathèque de l'Institut français (500-1000, Hamidou Ali Orou), la bibliothèque de l'antenne de l'association CAEB (Conseil des Activités Educatives du Bénin, +2000) et 8 bibliothèques scolaires appartenant au réseau Tankpewa : Eben-Ezer (-500, Baritchissou Ali Orou), Jean Pliya du Lycée de jeunes filles (-500, Adizatou Ali), CEG Guêma (500-1000, Eve Otchoun O.), Ecole de Formation Médico-sociale (-500, M. Toton), Lycée Mathieu Bio Bouké (-500, Yémougnan Tapata), Espoir Plus (-500, Ange Hounon), CEG Banikanni (-500, Médard Agani B.) et Hubert Coutoucou Maga (+2000, Assatou Elijah Yawara).

Sont ainsi représentées les différents types de bibliothèques béninoises- nationale, départementale, réseau français, associative – à l'exception des CLAC (voir la présentation des bibliothèques béninoises par Hamidou Ali Orou dans la partie « Pour aller plus loin » de son article « [Parakou, Bénin : de la dynamisation des bibliothèques scolaires à la création d'un Salon du livre](#) ». La DNPL, [Direction Nationale de la Promotion du Livre et de la Lecture](#), est la structure, dormante, dont dépendent les Bibliothèques Départementales et autres bibliothèques de lecture publique créés avec l'appui de la coopération française ainsi que les CLAC, Centres de Lecture et d'Animation Culturelle, soutenus toujours par l'OIF.

5 bibliothèques de Burkina Faso ont répondu : le CELPAC (Centre de Lecture Publique et d'Animation Culturelle) de Boromo (+2000, Harouna Ouédraogo), deux bibliothèques associatives appartenant au réseau FAVL – celle de Béréba (500-1000, Dounko Sanou) et celle de Bougounam (500-1000, Jacques Kiendrébéogo) et enfin deux centres de documentation pour jeunes adultes qui ont estimé que cette enquête les concernait : celui de l'IPD/AOS (Institut Panafricain pour le Développement Région Afrique de l'Ouest-Sahel, +2000, M. Joseph) et celui de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine, -500, M. Sanon), tous les deux à Ouagadougou.

Rappelons qu'il existe au Burkina 34 CELPAC– anciennement CLAC ou BCLP, bibliothèques communales de

lecture publique nées avec l'appui de la coopération française - gérés par le CENALAC, Centre national de lecture et d'animation culturelle. Créé en 2006, ce Centre soutenu par la Coopération française et l'OIF en concertation (voir l'article « [La coopération française en matière de lecture publique au Burkina Faso](#) »). a souffert de problèmes de gestion qui semblent terminés, et son activité reprend, avec l'appui financier de l'OIF – des actions de formation, un nouveau blog « [CENALAC - Réseau Centre des CELPAC](#) »... Par ailleurs, Friends of African Village Libraries, association basée en Californie - voir leur [site](#) et leur [blog](#), soutient 13 bibliothèques villageoises au Burkina.

Pour le **Burundi**, un questionnaire répond au nom des **16 CLAC** (500-1000, Jean-Bosco Nzigamiye) installés dans de centres semi-urbains de 16 provinces du pays. Ces CLAC sont gérés par le Centre burundais pour la lecture et l'animation culturelle, CEBULAC

4 bibliothèques du Cameroun sont représentées : 3 associatives – celle de l'Alliance française de Garoua (+2000, Basile Netour) dans le nord du pays, Lucioles (+2000, Bernadette Maurice) et le CLAC (+2000, ne faisant pas partie du réseau de l'OIF ; Charles Kamdem) à Yaoundé, et la Médiathèque de l'Institut français de Yaoundé (+2000, Édith Noga). Signalons que, si les bibliothèques des Alliances françaises, des bibliothèques associatives et certaines bibliothèques scolaires sont actives dans ce pays, la Bibliothèque enfantine de Yaoundé et les bibliothèques municipales, quand elles existent, semblent dormantes, à l'image de la Direction du livre et des bibliothèques.

Pour le **Congo**, seul l'**Institut français de Brazzaville** (+2000, Louis Moumbounou) a répondu. Peu d'information est disponible sur d'autres bibliothèques publiques du pays, disparues pour beaucoup lors des guerres civiles.

De **Côte-d'Ivoire**, **2 bibliothèques d'Abidjan** : la [Bibliothèque enfantine de la Bibliothèque Nationale](#) (+2000, Kouassi Attreman) et la bibliothèque associative Des livres pour tous-CI à Abidjan (+2000, Valérie Gobey). Si la bibliothèque municipale d'Abidjan est toujours active, la Côte-d'Ivoire manque d'un réseau de lecture publique ; néanmoins, 10 CLAC ont été rouverts en 2014 dans le nord du pays.

Pour la **Guinée**, **3 réponses** : la Bibliothèque Communautaire de Kindia, troisième ville du pays (municipale, 500-1000) et à Conakry, la Médiathèque Jean Monnet du Centre culturel franco-guinéen (+2000, Fatoumata Leïla Diallo) et la Médiathèque de la Bluezone (privée, -500, Kaloum Diarra). Rappelons que le [Centre de lecture publique et d'animation culturelle](#) de Guinée, créé en 2008, gère les deux réseaux réunis des 10 CLAC de l'OIF et d'une quarantaine de bibliothèques de lecture publique créées avec l'appui de la coopération française.

Du Mali, **12 réponses** : 11 CLAC, réponses coordonnées par Fatogoma Diakité (Yélimané, 500-1000, Baoussi Diarra ; Koro, 500-1000, Jérémie Poudiougou ; Banamba, 500-1000, Madame Maïga ; Ségou, +2000 ; Kati, +2000, Sidi Mohamed Moulaye ; Bafoulabé, 1000-2000, Diby Traoré ; Djénné, 1000-2000, Diouwouro Sidibé ; Yorosso 1000-2000, Pierre Zonou ; Kignan, 1000-2000, Oumar Coulibaly ; Niéna, 1000-2000, Koniba Traoré ; Yanfolila, 1000-2000, Lassina Sidibé) et la bibliothèque Universitaire Centrale de Ségou (-500, Sory Ibrahim Camara) qui a estimé que l'enquête la concernait. 13 CLAC ont été créés en 2011 mais ceux situés dans le nord du pays ne sont plus opérationnels dû aux événements ; les CLAC dépendent du Centre national de la lecture publique, qui gère également la Bibliothèque enfantine de Bamako et le [réseau de bibliothèques de lecture publique](#) créées avec la coopération française.

2 bibliothèques du Niger : celle de la Maison de la Culture Abdoul Salam Adam de Zinder (+2000, Abdou Maman Salissou), deuxième ville du pays, pas loin de Kano au Nigéria, et la Bibliothèque de Lecture Publique d'Agadez (-500, Hassan Magagi), dans le Sahara. Ces bibliothèques font partie des 31 créées avec la coopération française et gérées, comme les 12 CLAC du pays, par le Centre national de lecture publique et

d'animation culturelle.

Pour la RDC, trois bibliothèques associatives : le Centre Victoria Diez (1000-2000, Luisi Gonzalez), à Kikwit, ville du sud-ouest du pays, la bibliothèque Karibuni à Kinshasa (1000-2000, Bernadette Moreau) et la bibliothèque Mukwampa du Village d'enfants à Lubumbashi (-500, Adèle Kuaku Basoba), ville du sud-est, près de la Zambie. Il n'existe pas de réseau national de lecture publique, mais 14 CLAC ont été rouverts ou créés depuis 2011.

Du **Sénégal, 44 bibliothèques** représentées : une municipale dans la région de Dakar (+2000, le bibliothécaire ne souhaite pas être mentionné) ; une associative, le Centre de Documentation et d'Information de Diofior (-500, Vanessa Coëffe), commune près du delta du Saloum ; une scolaire, le CDI du Cours Sainte Marie de Hann à Dakar (+2000, Emmanuelle Bois), une scolaire et municipale, [l'ABSMK à Koungheul](#) (+2000, Diafara Sadikhou Fofana), commune dans le centre du pays, et les 40 bibliothèques « bénévoles » du réseau [Lire en Afrique](#) dans différentes régions hors Dakar (+2000 chacune, Éliane Lallement). Rappelons qu'il existe au Sénégal des bibliothèques dans des Centres culturels municipaux ou régionaux (16 à Dakar et sa banlieue, 6 à 14 dans les régions) et 16 CLAC, sous la tutelle de la Direction du livre et de la lecture, dormante.

Enfin, **2 bibliothèques** associatives du **Togo** : le STEJ (+2000, Edem Adjeoda K.) et Trésors (+2000, Essivi Mimi Bossou-Soedjedi), les deux à Lomé. Les bibliothèques de lecture publique créées avec la coopération française et les CLAC sont gérés par la Direction du livre, dormante.

Notes et références

¹ Sauf quand la personne ne souhaite pas que son nom soit mentionné.†

² Ce chiffre inclut les bibliothèques « bénévoles » du réseau Lire en Afrique au Sénégal.†

³ Cette médiathèque fait partie d'un « grand espace écologique » (3,7 ha) disposant d'électricité en continu, Internet et eau potable, d'espaces verts, de terrains sportifs, de salles d'e-learning et proposant des activités comme un incubateur d'entreprises. Les « Bluezones » sont créés par le groupe Bolloré à proximité des voies ferrées (qu'il gère) ; une deuxième a été créée en Guinée et il en existe aussi au Togo, au Niger, au Bénin... †

⁴ Il est précisé que, pour les adultes et les jeunes adultes, « depuis 2012, nous organisons régulièrement (une fois par mois) des ateliers informatiques consacrés à des thèmes comme, entre autres, la recherche documentaire sur Internet ou à l'OPAC de la médiathèque, l'utilisation des ressources de la bibliothèque numérique Culturethèque, l'utilisation de Facebook à des fins professionnelles, l'utilisation de logiciels comme Word, Excel, Zotéro, etc.†

⁵ En avril 2015, cette médiathèque a accueilli une formation sur les jeux vidéo en bibliothèque, financée par l'Institut français de Paris et destinée aux médiathécaires du réseau culturel français de la sous-région.†

Étiquettes

- [Afrique noire francophone](#)
- [Bibliothèques -- Informatique](#)
- [Bibliothèques pour la jeunesse](#)

Thumbnail



////////////////////////////////////